

Empêcher les drones tueurs israéliens d'intensifier la militarisation aux frontières de l'Union Européenne

Par ECCP Palestine, 6 mars 2020

Depuis la fin de février 2020, aux frontières de l'Union européenne avec la Turquie, l'Union Européenne fait face aux réfugiés et aux migrants avec une violence militarisée croissante, exécutée par les forces grecques qui utilisent des gaz lacrymogènes sur terre et des balles réelles sur mer. Les agences européennes FRONTEX et EMSA annoncent une escalade encore plus grande dans leur intervention. Du ciel, les drones tueurs israéliens développés pendant les massacres à Gaza fournissent l'information nécessaire à ces attaques contre les migrants et les réfugiés.

L'industrie militaire d'Israël fait du lobbying depuis des années pour obtenir sa part des multimillions de l'Union européenne dépensés sur la militarisation aux frontières. Le ministre de la Défense d'Israël a annoncé en 2018 que l'Europe était une « *cible importante pour les transactions de défense, principalement en termes de 'défense aux frontières* ». Les résultats arrivent : Frontex et l'EMSA (l'Agence européenne pour la sécurité maritime) ont commencé à utiliser les drones tueurs israéliens.

Depuis 2018, plus de 63 millions d'euros d'argent public européen ont été utilisés pour financer directement et alimenter l'économie de guerre d'Israël, tandis que Frontex et l'EMSA militarisent de plus en plus les frontières européennes et la Méditerranée avec la technologie de surveillance et de

guerre qu'Israël a développée et testée lors d'assauts brutaux sur Gaza.

Pendant ce temps, le nombre de « *bateaux fantômes* » – des bateaux avec des migrants qui ont disparu sans laisser de trace dans la Méditerranée – continue à augmenter en 2019 et 2020.

Nous avons la responsabilité et la possibilité d'empêcher cela maintenant.

L'ECCP (European Coordination of Committees and Associations for Palestine) (Coordination européenne des comités et associations pour la Palestine) et l'association Stop the Wall ont publié leur nouvelle note d'information « *Empêchez les drones tueurs israéliens d'intensifier la militarisation aux frontières de l'Union Européenne* » pour dénoncer le rôle des entreprises et des technologies militaires israéliennes dans ces violations des droits humains.

Pour télécharger la note d'information complète, cliquez [ici](#).

Traduction : CG pour BDS France

Source : ECCP Palestine

Angela Davis appelle à unifier les luttes anti-racistes pour la Semaine

contre l'Apartheid Israélien 2020

Par Angela Davis, 16 mars 2020

Afrique, Monde arabe, Asie, Europe, Amérique Latine, Amérique du Nord

Nos oppresseurs s'unissant, il devient de plus en plus évident que toutes nos luttes pour la liberté sont interconnectées et que personne ne sera libre tant que nous ne serons pas tous libres.

Dirigeante du mouvement pour les droits civiques aux États-Unis, Angela Davis a dit dans une déclaration :

« Il est stimulant de voir qu'en cette sinistre période où le fascisme et les partis politiques d'extrême droite progressent dans beaucoup de pays, de nombreuses personnes en prennent conscience et les gens et les organisations se rassemblent pour combattre le racisme et toutes les formes de discrimination. Et pour ceux et celles, qui partout luttent contre le racisme et pour la liberté, le peuple palestinien demeure une inspiration parce qu'il a souffert en restant inébranlable depuis si longtemps, refusant d'abandonner et d'accepter un assujettissement et une injustice permanents. »

En Palestine, aux États-Unis, dans les pays arabes, en Amérique Latine et en Asie, les personnes qui cherchent à maintenir des régimes d'oppression et de discrimination raciale partagent leurs idéologies, leurs stratégies et leurs armes. Par exemple, les stratégies policières ont traversé les frontières, les départements de la police américaine et israélienne échangeant leurs tactiques. Et le complexe carcéral industriel international est testé sous sa forme la

plus extrême en Palestine.

Partout, les militant-e-s sur le terrain voient ces connexions et les défient. En 2014, lors du soulèvement de Ferguson aux États-Unis, alors que les manifestations s'ébranlaient, ce sont les militant-e-s palestiniennes et palestiniens qui, les premier-e-s, ont exprimé leur solidarité et ont ainsi permis le développement d'un mouvement mondial de solidarité avec « La Vie des Noirs Importe ». En retour, les Palestiniennes et Palestiniens se sont explicitement inspiré-e-s du mouvement américain pour les droits civiques et du mouvement anti-apartheid en Afrique du Sud pour développer leur mouvement BDS.

Nos oppresseurs s'unissant, il devient de plus en plus évident que toutes nos luttes pour la liberté sont interconnectées et que personne ne sera libre tant que nous ne serons pas toutes et tous libres.

Dans ce contexte, il y a cette année imbrication de la Semaine mondiale annuelle contre l'Apartheid Israélien (IAW) et de la Journée Internationale annuelle de l'ONU pour l'Élimination du Racisme. Cela fournit une opportunité pour mettre en lumière ces connexions et, pour les associations progressistes, d'unir leurs forces contre le racisme et pour la liberté.

Si la justice est indivisible, il s'ensuit que nous devons unir nos luttes contre l'injustice. Je soutiens sans réserve la Semaine contre l'Apartheid Israélien 2020 sur le thème « Uni-e-s contre le Racisme », et j'appelle associations et individu-e-s à travers le monde à y participer.

Traduction : J.Ch pour BDS France

Source : BDS Movement

La semaine contre l'apartheid israélien 2020 commence, unissant les groupes qui luttent contre le racisme mondial

Le 16 mars 2020, par le Comité de coordination de la Semaine contre l'apartheid israélien 2020 – Afrique, monde arabe, Asie, Europe, Amérique latine, Amérique du nord

En raison du coronavirus, beaucoup de manifestations de la Semaine contre l'Apartheid Israélien se tiendront en ligne.



(Photo de SJP à l'Université George Washington.)

La 16^e Semaine annuelle contre l'apartheid israélien (IAW- Israeli Apartheid Week) débute aujourd'hui sous le thème *Unies contre le racisme*, défendant les droits des Palestiniennes et Palestiniens et visant à développer le mouvement de Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS) pour réaliser ces droits, et ce dans le contexte des luttes mondiales contre les oppressions raciales.

La semaine contre l'apartheid israélien 2020 se déroule avec, comme toile de fond, la pandémie du coronavirus, qui a entraîné des restrictions rigoureuses à la liberté de mouvement et d'association dans le monde entier, rendant difficile pour des groupes de nombreux pays d'organiser des manifestations publiques. Suite à cela, de nombreuses

manifestations de la IAW ont été modifiées, reportées, voire annulées. Néanmoins, les manifestations de la IAW se tiendront en ligne, et, où cela sera possible, en personnes.

Certaines manifestations clés de l'AW comprennent un webinaire en ligne (réunions interactives de type séminaire faites via internet) avec le député sud-africain Mandla Mandela et la militante afro-féministe Desirée Bela-Lobedde, le 19 mars à 18 h 30 (heure Europe centrale) ; un séminaire le 2 avril avec Rebecca Vilkomerson, qui a été directrice exécutive de l'organisation: Une Voix juive pour la paix ; et un séminaire le 6 avril avec Noura Erakat, avocate palestinienne étasunienne des droits civils. Le programme des manifestations IAW est actualisé au fur et à mesure que les plans évoluent.

Avec un régime d'extrême droite israélien qui s'associe à des régimes autoritaires et racistes dans le monde entier, leur fournissant des technologies et des doctrines militaires et sécuritaires meurtrières, « *testées sur le terrain* », les groupes qui luttent contre le racisme oeuvrent plus que jamais dans l'urgence pour se joindre aux luttes pour la liberté, la justice, l'égalité et la dignité, pour les Palestiniennes et Palestiniens et toutes celles et ceux qui subissent la répression dans le monde.

Dans une nouvelle déclaration, la dirigeante étasunienne des droits civils, Angela Davis, a exprimé son soutien à l'unification des luttes antiracistes lors de la Semaine contre l'apartheid israélien, disant :

« Pour celles et ceux qui, partout, luttent contre le racisme et pour la liberté, le peuple palestinien continue de servir d'inspiration car il a subi et est resté debout, résolu, pendant si longtemps, refusant d'abandonner et d'accepter un assujettissement et une injustice permanents...»

« Si l'injustice est indivisible, il s'ensuit que nos luttes contre l'injustice doivent être conjointes. Je soutiens sans réserve la Semaine contre l'apartheid israélien 2020 sous le thème 'Uni-e-s contre le racisme', et j'appelle les groupes et

les individu-e-s du monde entier à y participer ».

Cette année, l'IAW coïncide avec la Journée internationale des Nations-Unies pour l'élimination de la discrimination raciale, qui, chaque année, se tient le 21 mars, jour du massacre de 69 manifestant-e-s noir-e-s par le régime d'apartheid sud-africain à Sharpeville, en 1960.

Plus de 100 groupes progressistes, antiracistes, en Europe, ont appelé à coordonner les manifestations de l'AW 2020.

Les Nations-Unies définissent l'apartheid comme un crime contre l'humanité qui doit être réprimé et puni, où qu'il soit perpétré. Israël commet ce crime de l'apartheid, tel que défini par le droit international, contre tous les Palestiniennes et Palestiniens, en Palestine historique et en exil.

Les Palestiniennes, Palestiniens et les progressistes du monde entier refusent l'« accord du siècle » Trump-Netanyahu, non seulement parce qu'il a été conçu pour enraciner l'apartheid israélien, mais encore parce qu'il incarne une tendance à l'expansion d'une répression raciale mondiale dans laquelle Israël joue un rôle. Israël partage des tactiques d'un maintien de l'ordre racisé avec les États-Unis ; il fournit des armes aux régimes génocidaires du Rwanda et du Myanmar ; il fournit des technologies et des équipements afin de militariser les frontières des États-Unis et de l'Union européenne ; il vend chaque année pour un milliard de dollars d'armes à l'Inde, alimentant la répression au Kashmir ; et il fournit des armes et des technologies qui soutiennent la militarisation et la violence de la police raciste du gouvernement fanatique de Bolsonaro au Brésil.

La Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, la Semaine contre l'apartheid Israélien, et le thème « Uni-e-s contre le racisme » nous imposent de nous tenir toutes et tous ensemble, maintenant,

contre les déplorables stéréotypes raciaux et les violences qui ont été fomentés contre les Asiatiques dans de nombreux pays au fur et à mesure que se propageait le coronavirus.

Les possibilités de rassemblements physiques étant limitées du fait du coronavirus, rejoignez les groupes qui combattent toutes les formes d'oppressions dans les manifestations et les actions en ligne pour la Semaine contre l'apartheid israélien 2020, afin de faire passer le message que l'apartheid et le racisme ont été inacceptables en Afrique du Sud, qu'ils sont aujourd'hui inacceptables en Palestine, et qu'ils sont inacceptables partout.

Traduction : BP pour BDS France

Source : BDS Movement

140 cinéastes homosexuels s'engagent à ne pas participer au Festival du film LGBT parrainé par le gouvernement israélien

2 mars 2020

Queer Cinema For Palestine

Plus de 140 cinéastes et artistes de cinéma LGBTQIA+ ont signé un engagement tout à fait novateur qui consiste à ne pas

participer au TLVFest, festival du film LGBT de Tel Aviv parrainé par le gouvernement israélien.

Les signataires affirment que la libération LGBTQIA+ « est intimement liée à la libération des peuples et communautés opprimées » et s'engagent « à ne pas soumettre de films ou participer de quelque autre façon au TLVFest » ou à d'autres événements parrainés par le gouvernement israélien « jusqu'à ce qu'Israël se soumette au droit international et respecte les droits fondamentaux des Palestiniens ».

Les Homosexuels palestiniens ont appelé à un boycott de TLVFest à cause de son rôle dans le programme de *pinkwashing*, qui se sert des droits des LGBTQIA+ pour projeter une image progressiste dans le but de dissimuler les graves violations par Israël des droits fondamentaux de millions de Palestiniens, violations sanctionnées par l'ONU.

On trouve dans les signataires la gagnante du Prix Turner **Charlotte Prodger**, le candidat à la Palme d'Or **Alain Giraudie**, le vainqueur du prix du documentaire **Harjant Gill**, le directeur de *Touch of Pink* (une touche de rose) **Ian Iqbal Rashid**, le producteur et président du Comité Littéraire Lambda **Arny Scholder**, le gagnant du Prix Nelson Mandela de Tribeca **Thomas Allen Harris**, l'universitaire renommée, historienne de EIDF et scénariste **Sarah Schulman**, le vainqueur du Grand Prix EIDF **Minji Ma**, le réalisateur primé **Emmanuel Moon-chil Park**, le directeur du Festival du Film des Droits de l'Homme de Séoul **Hyun Lego Park**, le directeur primé **John Greyson**, **Elle Flanders** et **Tamira Sawatsky** du Studio Public collectif primé, le lauréat du Prix du Gouverneur Général **Adrian Stimson**, l'artiste vidéo primé **Richard Fung**, le directeur d'*America in Transition* **André Perez**, **Catherine Gund** d'Aubin Pictures, la directrice et scénariste **Raquel Freire** et **Adelina Anthony** et **Marisa Becerra** d'AdeRisa.

Les professeurs de cinéma **Alexandra Juhasz**, **Thomas Waugh**, **Alisa Lebow**, **Marc Siegel**, **Shohini Ghosj**, **So Mayer**, **Ingrid**

Ryberg, Chris Berry et **Michele Aaron** ont également signé l'engagement.

Au cours des quelques dernières années, plus de vingt réalisateurs participants ont soutenu les appels des homosexuels et de la société civile palestinienne à se retirer du TLVFest.

Cet engagement révèle une nouvelle attitude dynamique des artistes de cinéma en solidarité avec les homosexuels palestiniens et la lutte des Palestiniens pour la liberté, la justice et l'égalité.

Le réalisateur primé John Greyson a expliqué :

J'ai signé l'engagement parce que les Palestiniens homosexuels et autres demandent aux réalisateurs internationaux de prendre position, tout comme on l'a fait dans la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud. Malgré onze ans d'appels à refuser le financement du gouvernement, TLVFest s'est battu pour le conserver, aux dépens des homosexuels palestiniens. A l'avenir, j'espère vraiment pouvoir projeter mes films au TLVFest, quand il cessera de se peindre en rose et qu'il défendra les droits des Palestiniens selon le droit international en tant que démarche nécessaire pour parvenir à une paix juste pour les Israéliens et les Palestiniens. D'ici là, j'espère que d'autres signeront aussi cet engagement.

TLVFest a engagé Communauté Créative pour la Paix (CCFP) à contrer l'appel des homosexuels palestiniens. CCFP est une association pilote pour Stand With Us (Debout avec nous), lobby de droite, pro-colonisation, lié au gouvernement israélien. Stand With Us s'est alliée au pasteur homophobe John Hagee et à son organisation des Chrétiens Unis pour Israël.

Le directeur français et nommé pour la Palme d'Or Alain Guiraudie a dit :

Je soutiens le boycott de TLVFest. Le gouvernement emprisonne la population palestinienne depuis des décennies, l'a colonisée, a volé ses terres et ses ressources, lui a dénié ses droits à exister en tant que nation. L'état dans lequel se trouvent les Palestiniens est le grand scandale de ce début de siècle. Toutes ses initiatives culturelles permettent à Israël de développer sa respectabilité, l'image d'un état ouvert et tolérant. Le boycott est maintenant le seul outil qui reste pour la lutte internationale contre la politique israélienne, le seul outil que j'ai pour ne pas être complice de l'oppression contre un peuple tout entier.

Le réalisateur sud coréen et lauréat du Grand Prix EIDF Minji Ma a dit :

En Corée, j'entends constamment parler de ces questions de pinkwashing et j'ai donc fait de mon mieux pour m'engager dans le mouvement BDS. Israël se cache la tête dans le sable, je ne pouvais donc attendre et voir. J'ai signé l'engagement afin de délivrer un message comme quoi je suis fermement opposé au pinkwashing. Je transmets de tout mon coeur mon engagement solidaire aux Palestiniens.

Les communautés homosexuelles et trans refusent de plus en plus d'être étiquetées et utilisées par Israël comme paravent de son oppression des Palestiniens, homosexuels ou non également. L'année dernière, plus de 100 associations LGBTQIA+ ont appelé à boycotter le Concours Eurovision de la Chanson en Israël et la Gay pride de Tel Aviv parrainée par le

gouvernement israélien.

Voir le site internet [Queer Cinema For Palestine](#) pour avoir plus d'information et ajouter votre signature.

Traduction : J. Ch. pour BDS France

Source : BDS

En cette Journée Internationale des Femmes, nous célébrons le leadership des femmes qui luttent contre l'oppression et la militarisation

Par le Comité National (BDS) palestinien / Israël, Chili, Argentine, Inde, Brésil, États-Unis, Europe

Les femmes qui, à travers le monde, mènent les mouvements pour la justice considèrent de plus en plus l'appel des Palestiniens pour un embargo militaire sur Israël non pas seulement comme une exigence des Palestiniens, mais aussi comme une exigence liée à leurs propres luttes pour la libération et la justice.



En célébrant aujourd'hui la Journée Internationale des Femmes, nous mettons l'accent sur le leadership des femmes, en Palestine et à travers le monde, dans les luttes contre la militarisation, la violence policière et l'oppression raciale, genrée, sociale et économique.

Regardez notre vidéo sur les femmes qui mènent la lutte contre la militarisation

La sécurité d'Israël et ses doctrines militaires, entraînement et armes létales ont, depuis des décennies, soutenu des escadrons de la mort, des dictatures militaires, des gouvernements despotiques et des régimes génocidaires. De l'Amérique latine à l'Inde et au Myanmar, du Rwanda et de l'Afrique du Sud de l'apartheid au Sud Soudan, et des Emirats Arabes Unis et de l'Arabie Saoudite à Oman, les armes d'Israël, ses systèmes de surveillance, son cyber-espionnage ou ses entraînements militaires ont permis des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité et autres graves violations des droits de l'Homme.

Les femmes qui mènent les mouvements pour la justice à travers le monde reconnaissent de plus en plus l'implication d'Israël dans les systèmes qui les oppriment. Elles considèrent de plus en plus l'appel des Palestiniens pour un embargo militaire sur Israël, non pas seulement comme une exigence des Palestiniens, mais aussi comme une exigence liée à leurs propres luttes pour la libération et la justice.

Partagez notre vidéo sur les femmes qui mènent la lutte contre la militarisation

Des années 1920 à aujourd'hui, les femmes palestiniennes ont joué un rôle essentiel dans la résistance aux décennies de régime israélien d'occupation militaire, de colonialisme de peuplement et d'apartheid, tout en se battant simultanément

chez elles contre l'oppression sociale, le sexisme, la discrimination et les préjugés.

Décrites par Israël comme une « *menace démographique* », les femmes autochtones de Palestine ont constamment lié la libération nationale à l'émancipation sociale. Elles se sont nourries des luttes des femmes en Algérie, en Inde, en Afrique du Sud, aux Etats Unis, en Irlande, à Cuba, en Argentine et ailleurs. En tant que militantes, combattantes pour la liberté et prisonnières, et mères, sœurs et partenaires de prisonniers et de martyrs, les femmes palestiniennes sont un exemple très répandu dans le monde pour leur résistance, leur ténacité et leur résilience héroïque.

En cette journée si importante, nous célébrons le leadership créatif, persévérant et motivant des femmes au premier plan de nos luttes sociales et politiques, dans l'organisation, les manifestations et le combat contre la militarisation et l'oppression, la recherche d'un monde plus juste, plus beau et plus empreint de dignité.

Traduction : J.Ch pour BDS France

Source : BNS

« Nous appelons à la libération des défenseurs des droits humains injustement

détenus en Egypte »

01/02/2020 | Collectif de 66 députés et eurodéputés français pour **Le Monde**

Tribune

A l'initiative de Mireille Clapot, députée LRM de la Drôme, un collectif de soixante-six députés et eurodéputés français de différents groupes politiques appelle à la libération de Ramy Shaath et des défenseurs des droits humains détenus arbitrairement en Égypte.

Le 25 janvier 2011, les Égyptiens descendaient dans les rues pour demander pain, liberté et justice sociale. Neuf ans après, le constat est sans équivoque : le changement qu'ils réclamaient ne s'est pas produit.

Pire, nous assistons même à un durcissement sans précédent de la répression qui s'exerce aujourd'hui à l'égard de la société civile, des défenseurs des droits humains, des militants politiques, avocats et journalistes. Neuf ans après, ceux qui ont porté la révolution égyptienne ont été emprisonnés par milliers, à l'image d'Alaa Abdel Fattah, Ziad El-Eleimy, Mahienour El-Massry, Haytham Mohamadeen, Mohamed El-Qassas ou encore Ramy Shaath.

Cofondateur et ancien secrétaire général par intérim du parti égyptien Al-Destour en 2012, ce dernier est une figure de la révolution égyptienne de 2011. Il est aussi le cofondateur du mouvement BDS [Boycott, désinvestissement, sanctions] en Égypte. Harcelé depuis de nombreuses années par les autorités, il est arrêté le 5 juillet 2019 par les forces de l'ordre à son domicile. Il ne réapparaîtra que trente-six heures plus tard devant le parquet de la Sûreté de l'État, sans avoir pu contacter son avocat ou sa famille.

Son épouse française est expulsée manu militari du pays où

elle réside pourtant légalement depuis plus de sept ans. La détention provisoire de Ramy Shaath est depuis régulièrement renouvelée, sans aucun fondement légal. A plusieurs reprises, ses audiences ont même été décalées par surprise, empêchant de fait la présence d'observateurs internationaux. Détenu dans des conditions inhumaines et privé de soins appropriés comme le reste de ses codétenus (ils sont dix-huit dans 25m²), sa santé s'est détériorée.

Dénigrement et harcèlement

Le traitement qu'il subit est emblématique de la répression en cours : dénigrement et harcèlement, arrestations de masse, disparitions forcées, procédures inéquitables, mauvais traitements en prison. Il y a quelques jours, Moustafa Kassem, un ressortissant américain, est décédé en prison des suites d'une grève de la faim et de négligences médicales. Deux autres prisonniers sont morts de froid. Près de quatre mille personnes ont par ailleurs été arrêtées ces derniers mois. Dans son dernier rapport, Amnesty International évoque une « justice parallèle » qu'incarne le parquet général de la Sûreté de l'État et un « État permanent d'exception ».

Nous, députés et eurodéputés français, sommes très préoccupés par cette situation dramatique, contraire à l'ensemble des engagements internationaux pris par l'Égypte. Nos démarches, en particulier auprès de l'ambassadeur d'Égypte en France, sont restées sans réponse. Malgré les conclusions de l'Examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme sur la situation en Égypte, bien que le cas de Ramy Shaath ait été soulevé en Égypte par le ministre des affaires étrangères Jean-Yves Le Drian, malgré notre action de parlementaires français et européens, le silence des autorités égyptiennes est assourdissant.

En cet anniversaire de la révolution de 2011, nous continuons d'appeler solennellement à la libération des défenseurs des droits humains injustement détenus en Égypte, comme nous

appelons les autorités françaises à tout mettre en œuvre pour permettre ces libérations. En Égypte comme ailleurs, nul ne devrait perdre sa liberté pour avoir défendu celle des autres.

Les députés signataires de cette tribune sont :

Jean-Félix Acquaviva, député (Libertés et territoires) de la Haute-Corse ; Clémentine Autain, députée (LFI) de la Seine-Saint-Denis ; Delphine Bagarry, députée (LRM) des Alpes-de-Haute-Provence ; Erwan Balanant, député (MODEM) du Finistère ; Grégory Besson-Moreau, député (LRM) de l'Aube ; Ugo Bernalicis, député (LFI) du Nord ; Moetai Brotherson, députée (GDR) de la Polynésie française ; Samantha Cazebonne, députée (LRM) des Français établis hors de France ; Jean-François Cesarini, député (LRM) du Vaucluse ; Annie Chapelier, députée (apparentée LRM) du Gard ; Mireille Clapot, députée (LRM) de la Drôme ; Eric Coquerel, député (LFI) de la Seine-Saint-Denis ; Alexis Corbière, député (LFI) de la Seine-Saint-Denis ; Marguerite Deprez-Audebert, députée (MODEM) du Pas-de-Calais ; Jennifer De Temmerman, députée (LRM) du Nord ; Nicole Dubré-Chirat, députée (LRM) de Maine-et-Loire ; Frédérique Dumas, députée (Libertés et territoires) des Hauts-de-Seine ; Stella Dupont, députée (LRM) de Maine-et-Loire ; Elsa Faucillon, députée (GDR) des Hauts-de-Seine ; Pascale Fontenel-Personne, députée (apparentée LRM) de la Sarthe ; Laurence Gayte, députée (LRM) des Pyrénées-Orientales ; Olga Givernet, députée (LRM) de l'Ain ; Fabien Gouttefarde, député (LRM) de l'Eure ; Sandrine Josso, députée (Libertés et territoires) de la Loire-Atlantique ; Hubert Julien-Laferrière, député (LRM) du Rhône ; Yannick Kerlogot, député (LRM) des Côtes-d'Armor ; Jacques Krabal, député (LRM) de l'Aisne ; Bastien Lachaud, député (LFI) de la Seine-Saint-Denis ; Pascal Lavergne, député (LRM) de la Gironde ; Marion Lenne, députée (LRM) de Haute-Savoie ; Mounir Mahjoubi, député (LRM) de Paris ; Jacques Maire, député (LRM) des Hauts-de-Seine ; Jacques Marilossian, député (LRM) des Hauts-de-Seine ; Jean-François Mbaye, député (LRM) du Val-de-Marne ; Sandrine

Mörch, députée (LRM) de Haute-Garonne ; Danièle Obono, députée (LFI) de Paris ; Bertrand Pancher, député (Libertés et territoires) de la Meuse ; Christine Pires-Beaune, députée (Socialistes et apparentés) du Puy-de-Dôme ; Dominique Potier, député (Socialistes et apparentés) de Meurthe-et-Moselle ; Florence Provendier, députée (LRM) des Hauts-de-Seine ; Loïc Prud'homme, député (LFI) de la Gironde ; Isabelle Rauch, députée (LRM) de la Moselle ; Cécile Rilhac, députée (LRM) du Val-d'Oise ; Mireille Robert, députée (LRM) de l'Aude ; Sabine Rubin, députée (LFI) de la Seine-Saint-Denis ; Nathalie Sarles, députée (LRM) de la Loire ; Liliana Tanguy, députée (LRM) du Finistère ; Valérie Thomas, députée (LRM) du Puy-de-Dôme ; Laurence Trastour-Isnart, députée (LR) des Alpes-Maritimes ; Nicole Trisse, députée (LRM) de la Moselle ; Arnaud Viala, député (LR) de l'Aveyron ; Martine Wonner, députée (LRM) du Bas-Rhin.

Les eurodéputés signataires sont :

François Alfonsi (EELV) ; Benoît Biteau (EELV) ; Damien Carême (EELV) ; David Cormand (EELV) ; Gwendoline Delbos-Corfield (EELV) ; Karima Delli (EELV) ; Pascal Durand, (Renew Europe) ; Christophe Grudler (Renew Europe) ; Bernard Guetta (Renew Europe) ; Michèle Rivasi (EELV) ; Caroline Roose (EELV) ; Mounir Satouri (EELV) ; Marie Toussaint (EELV) ; Salima Yenboy (EELV).

Source : Le Monde

Soutenez,

aidez

financièrement la Campagne BDS France !

Nous vous présentons nos meilleurs vœux pour 2020.

Malgré de multiples tentatives d'intimidations de l'État d'Israël et de ses soutiens, en 2019 la campagne BDS, Boycott-Désinvestissement-Sanctions, s'est considérablement développée dans le monde et notamment en France.

Elle s'appuie exclusivement sur le droit international, elle est notre réponse citoyenne, antiraciste et non violente à l'impunité d'Israël. Chacun-e de nous peut s'y inscrire pour affirmer son opposition aux politiques de colonisation, d'occupation et d'apartheid menées par l'État israélien. Le peuple palestinien, victime d'une répression tragique et de la complicité des grandes puissances, nous demande unanimement de développer cette campagne.

En 2019 BDS France a participé aux campagnes internationales de désinvestissement : campagne partiellement gagnée contre la société d'assurances et banque Axa, campagne en cours contre l'entreprise Puma. Nous avons demandé à de nombreux artistes de ne pas se produire en Israël, telle Catherine Ringer des Rita Mitsouko, ou des artistes français participant à divers festivals à Tel Aviv. En mai dernier, dans le cadre d'une campagne internationale contre l'Eurovision en Israël, pour la première fois une tribune réussissant plus de 100 artistes français était publiée pour appeler au boycott de l'évènement, après une intense et exemplaire campagne de plusieurs mois en France et en Europe.

BDS France s'est aussi fortement mobilisée contre la résolution proposée par le député Maillard à l'Assemblée Nationale visant à faire adopter la définition de l'antisémitisme de l'IHRA. Nous avons ainsi pu convaincre de

nombreux députés de ne pas voter cette résolution.

En 2020, nous relaierons en France les campagnes internationales de BDS, nous participerons en mars à la Semaine Internationale contre l'Apartheid Israélien, nous continuerons également à participer aux campagnes de boycott culturel et sportif des évènements servant officiellement la propagande israélienne, et nous contrattaquerons la campagne israélienne de diffamation visant à délégitimer le mouvement BDS.

C'est pourquoi nous faisons appel à votre solidarité financière. Cet appel à dons permettra de développer la campagne BDS, d'augmenter sa visibilité à travers notamment la création et la diffusion de nouveaux outils.

Il permettra également de continuer à soutenir tous les militant-e-s attaqués ou poursuivis pour leur participation à cette campagne, qui contrairement à ce que prétendent les relais d'Israël en France, n'est pas illégale.

Malgré les attaques qui voudraient nous faire taire et visent à criminaliser la solidarité avec le peuple palestinien notre audience s'amplifie, la politique israélienne est de plus en plus condamnée par l'opinion publique dans le monde entier, et nous poursuivons sans relâche notre combat contre l'apartheid israélien.

Ce combat fait partie des luttes des peuples contre les politiques racistes, discriminatoires, suprématistes, sécuritaires, et pour un monde décolonisé, dans lequel sont promues la justice, l'égalité et la dignité.

La campagne BDS France a besoin de votre soutien, car hormis la cotisation annuelle des organisations membres de la campagne, nous ne pouvons compter que sur le soutien financier des sympathisant-e-s de la cause du peuple palestinien et de l'appel au BDS.

Vous pouvez aider à financer la campagne BDS France en faisant un chèque à l'ordre de « Solidarité – Palestine » à l'adresse suivante :

Solidarité Palestine

21 ter rue Voltaire

75011 Paris

Nous vous invitons à contribuer au financement de la Campagne et à faire circuler ce message autour de vous.

Nous comptons sur vous !

La campagne BDS France

www.bdsfrance.org

campagnebdsfrance@yahoo.fr

20 points forts de l'impact de BDS en 2019

19 décembre 2019 / Par Palestinian BDS National Committee (BNC)

Grâce à votre soutien, l'ampleur et l'influence de notre mouvement BDS pour la liberté, la justice et l'égalité ont continué à croître en 2019

L'administration antipalestinienne de Trump et le gouvernement de Boris Johnson sont plus que jamais *directement* engagés dans

la guerre désespérée d'Israël pour étouffer notre défense des droits des Palestiniens et le mouvement BDS en particulier. Grâce à votre soutien, l'ampleur et l'influence de notre mouvement BDS pour la liberté, la justice et l'égalité ont continué à croître en 2019.

Faites un don maintenant pour nous aider à riposter.

Voici juste quelques-uns des points forts de l'impact de BDS en 2019 :

1. **L'Afrique du Sud** a réduit ses relations diplomatiques avec Israël, **retirant à son ambassade les mandats politique, économique et de commerce. Le président Cyril Ramaphosa a annoncé sa politique de soutien au « droit du peuple palestinien à l'autodétermination ».**
2. Des **syndicats européens** de premier plan ont soutenu la responsabilisation d'Israël pour la violation des droits des Palestiniens. La Fédération européenne des syndicats des services publics, représentant huit millions de fonctionnaires, a adopté une résolution appelant à suspendre l'accord d'association de l'UE avec Israël. Le Congrès des syndicats du Royaume-Uni, représentant 48 syndicats et six millions de personnes, a voté pour arrêter le commerce d'armement avec Israël qui viole les droits des Palestiniens, et pour faire pression sur les entreprises pour qu'elles arrêtent d'être complices des violations des droits des Palestiniens.
3. De grandes entreprises internationales ont renoncé à faire une offre **pour la construction de la ligne ferroviaire des colonies illégales israéliennes**, qui devrait se construire sur des terres volées aux Palestiniens à Jérusalem-Est occupée, voyant la pression monter contre la complicité avec les violations israéliennes du droit. Parmi elles, on trouve l'australienne Macquarie, la canadienne Bombardier, la française Alstom, l'allemande Siemens, ainsi qu'un consortium grec.

4. Le soutien à BDS et au droit au boycott **continue d'augmenter parmi les états-uniens progressistes et libéraux**. 44% des électeurs démocrates soutiennent BDS, avec seulement 15% s'y opposant. 72% de tous les états-uniens s'opposent aux lois pénalisant les personnes qui boycottent Israël, et 80% des démocrates. Les représentants démocrates au Congrès Ilhan Omar, Rashida Tlaib et John Lewis ont déposé une résolution historique à la Chambre pour le droit au boycott, et les Socialistes démocrates d'Amérique ont décidé de créer au niveau national un groupe de soutien à BDS.
5. **De plus en plus d'artistes annulent des représentations et prennent publiquement position pour le boycott culturel de l'Israël de l'apartheid**. Par exemple, le rappeur de Brooklyn Kota a annulé un spectacle à Tel Aviv. La lauréate de plusieurs prix littéraires Kamila Shamsie a appelé avec force les artistes à boycotter Israël, lors d'une émission à la télévision britannique. Le chanteur du groupe Napalm Death a soutenu le boycott culturel. Un acteur récompensé aux Emmy Awards a refusé de participer à une audition, en soutien à BDS. Et une lauréate du prestigieux Prix Turner a apporté son soutien à BDS.
6. Les campagnes en faveur d'un **embargo militaire** contre Israël **se sont amplifiées et ont remporté des victoires**. Le géant français de l'assurance AXA a partiellement retiré ses investissements de l'entreprise d'armement israélienne Elbit Systems. 200 organisations et personnes individuelles représentant des mouvements du Sud ont appelé à un embargo militaire contre Israël. Un tribunal populaire au Mexique a jugé les gouvernements israéliens et mexicains, ainsi que les entreprises partenaires, coupables de collaboration dans la violation des droits humains des Palestiniens et des Mexicains. L'Agence du revenu du Canada a retiré le statut d'organisation caritative à une association à but non lucratif du fait de son soutien à l'armée

israélienne.

7. La 15^e semaine annuelle contre l'apartheid israélien a été un plus grand succès encore en 2019, avec plus de **200 événements, dans 30 pays, sur cinq continents**, tous sur le thème « Arrêtez d'armer le colonialisme ».
8. **En Europe, de nouvelles démarches sont entreprises pour bannir les biens et services produits dans les colonies illégales israéliennes.** Le conseil municipal d'Oslo a interdit l'achat par la commune de biens et services venant des colonies, et la Cour européenne de justice a statué que les biens provenant des colonies devaient être étiquetés pour le mentionner. La chambre basse du parlement irlandais a adopté un projet de loi interdisant les biens provenant des colonies, ce qui rapproche l'interdiction du statut de loi.
9. Des victoires dans des universités des États-Unis, d'Inde et du Royaume-Uni montrent **un soutien grandissant au boycott académique d'Israël et au désinvestissement sur les campus.** Aux États-Unis, un département de la NYU et le conseil du Collège Pitzer ont voté pour le boycott des semestres d'étude en Israël. Le Comité consultatif sur la responsabilité des entreprises dans les politiques d'investissement (ACCRIP) de l'Université Brown a voté une recommandation à l'école de retirer ses investissements des entreprises qui contribuent aux violations des droits de l'homme en Israël. Une université indienne a accepté de ne pas accueillir de futurs événements organisés par le gouvernement israélien à la suite des protestations des étudiants. La Société britannique pour les études moyen-orientales a soutenu l'appel palestinien au boycott académique.
10. **L'Église épiscopale aux États-Unis**, forte de 1,7 million de fidèles, retire ses investissements **de Caterpillar, Motorola Solutions et Israel Discount Bank** à cause de leur complicité dans les violations par Israël des droits de la personne. L'Église continue d'entretenir un

dialogue critique avec Facebook, Booking.com et TripAdvisor.

11. **La campagne pour le boycott de HP prend de l'ampleur**, avec les syndicats à sa tête. Parmi les syndicats qui ont voté le boycott de HP, il y avait le FNV aux Pays-Bas, fort de 1,2 million de membres ; Unite, le deuxième plus grand syndicat du Royaume-Uni, qui compte 1,1 million de membres ; et la Maritime Union of Australia – Branche de Sydney. En plus, 11 organisations en Inde ont déclaré leurs bureaux « zone hors HP ».
12. **Le Parti travailliste du Royaume-Uni** a réitéré son soutien à **la suspension du commerce d'armement avec Israël**, afin que ce dernier doive rendre des comptes pour ses violations des droits des Palestiniens.
13. Et le gagnant de l'Eurovision à la Tel Aviv de l'apartheid a été... **le mouvement BDS** pour les droits des Palestiniens. Plus de 15 000 personnes, des centaines d'artistes et plus de 100 organisations de LGBT+ ont rejoint notre appel à boycotter l'Eurovision 2019. Seuls 10% des touristes attendus étaient présents.
14. Lorsque les défenseurs des droits des Palestiniens et les soutiens à BDS ont été attaqués en Allemagne, **240 intellectuels juifs et israéliens** ont signé une lettre au gouvernement allemand pour défendre le droit d'appeler aux BDS comme un instrument de résistance légitime et non violent.
15. **Le nombre de « zones libres d'apartheid » en Italie** a augmenté de **50% depuis que celles-ci ont été lancées en juin. 150 activités commerciales, culturelles et sportives en Italie se sont déclarées libres de l'apartheid israélien.**
16. Dans une **victoire contre la banalisation** de la situation en Palestine, une délégation israélienne d'hommes d'affaires et de représentants du gouvernement ont annulé leur participation à une conférence d'affaires à Bahrain, à la suite de protestations et d'opposition dans le monde arabe et à Bahrain lui-même.

17. D'importantes **victoires judiciaires** ont contré les campagnes menées pour réprimer le mouvement BDS, confirmant **le droit au boycott**. Dans trois cas, des cours allemandes ont jugé en faveur du droit des soutiens à BDS d'organiser des événements. Aux États-Unis, un juge a rejeté l'application de la loi anti-BDS du Texas. Un autre juge a autorisé un recours contre cette loi. Un juge a rejeté une poursuite intentée contre le boycott académique d'Israël et des étudiants de Fordham ont gagné le droit d'établir une section de Students for Justice for Palestine (Étudiants pour la justice en Palestine).
18. 50 actions se sont tenues dans 20 pays pour la deuxième **Journée mondiale d'action #BoycottPuma**. Des défenseurs des droits des Palestiniens, des fans, et l'ancien joueur de Barcelone Oleguer Presas, ont appelé Puma à cesser son soutien à l'occupation militaire israélienne.
19. La campagne sur les réseaux sociaux de BDS Amérique latine **Journée d'action #StopCemex, visant l'entreprise mexicaine de ciment Cemex, qui aide à construire le mur et les colonisations en Israël, a détourné la journée annuelle de l'entreprise Cemex Day**. Lors de cette journée que Cemex consacre à se célébrer elle-même, un million de personnes ont reçu à la place le message suivant sur les réseaux sociaux : **#StopCemex from building Israeli apartheid – Empêchez Cemex de construire l'apartheid en Israël**.
20. À la suite d'une campagne de BDS, Panamericana, la **plus grande chaîne de librairies de Colombie**, a résilié son contrat avec la compagnie mondiale de sécurité **G4S** du fait de sa complicité dans la violation par Israël des droits des Palestiniens.

Alors que les forces d'extrême-droite marquaient des points en Israël et dans d'autres parties du monde en 2019, le développement de notre **mouvement antiraciste BDS**, avec le soutien d'alliés du monde entier qui vivent selon leurs

principes moraux, apporte une lueur d'espoir, l'espoir qu'un autre monde soit possible pour les Palestiniens, comme pour ceux qui sont victimes d'injustice dans le monde entier.

Traduction : MUV pour l'Agence Media Palestine

Source : bdsmovement.net

Le mouvement (BDS Maroc) appelle au boycott du Forum Euromed des Jeunes Leaders

Rabat, le 3 Novembre 2019 : La campagne BDS Maroc appelle les jeunes à boycotter le 5ème Forum des Jeunes leaders qui se déroulera à Essaouira du 15 au 17 Novembre 2019, et cela à cause de la participation d'Israël. Il s'agit en effet d'un acte de normalisation clair, autrement dit d'une tentative de faire paraître l'Occupation, et donc le colonialisme de peuplement visant au remplacement de la population d'origine, comme un partenaire « normal » d'une manifestation qui se tient au Maroc, alors que l'immense majorité de notre peuple refuse absolument toute normalisation avec les occupants de la Palestine.

C'est la cinquième fois que le Forum se tient à Essaouira, sous l'égide de l'Ambassade de France et de l'Institut Français au Maroc, mais c'est la première fois que l'Ambassade de France a émis un appel à la participation d'Israël à cette manifestation. C'est ce qui apparaît en effet dans le texte de l'appel lancé par l'Ambassade de France à Tel Aviv pour encourager les Israéliens qui comprennent la langue française

à s'inscrire et à rejoindre la manifestation :

Jeunes Israéliens de 18 à 25 ans comprenant bien le français, nous vous invitons à soumettre votre candidature pour participer au 5ème Forum euro-méditerranéen des Jeunes Leaders sur le thème « Engagement et partage pour une nouvelle citoyenneté », organisé par l'ambassade de France et l'Institut français du Maroc.

En lançant un tel appel l'Ambassade de France s'octroie le droit, alors qu'elle n'a qu'un statut d'invitée au Maroc, de convoquer sur le territoire du Maroc de jeunes israéliens qui ont l'âge du service militaire, qu'ils effectuent dans une armée pratiquant au quotidien le crime de guerre contre le peuple palestinien frère, en particulier à Gaza et à Jérusalem. Il s'agit d'individus qui peut-être tout juste hier et certainement très bientôt demain seront aux premières lignes de la guerre coloniale d'occupation sans trêve contre le peuple palestinien. Pour mémoire, la Commission d'enquête indépendante des Nations Unies qui a étudié la situation aux abords des barbelés qui entourent Gaza considère que le fait, pour des soldats et des tireurs d'élite, de tirer sur les participants pacifiques de la Marche du Retour à Gaza – qui ne font que réclamer la levée du siège criminel qu'ils subissent, et demander l'application de la résolution 194 concernant le droit au retour des réfugiés palestiniens – constitue une violation flagrante du Droit Humanitaire International « qui relève du crime de guerre, voire du crime contre l'humanité » (citation de la Commission).

Nous condamnons la démarche de l'Ambassade de France qui consiste à inviter de jeunes israéliens sur le territoire du Maroc. La position des peuples maghrébins, et en particulier du peuple marocain, concernant la cause de la Palestine est claire depuis des lustres.

Nous refusons absolument cette prise de position de

l'Ambassade de France qui considère l'Etat colonial d'Occupation et d'Apartheid israéliens comme un Etat de fait qu'elle prétend imposer aux jeunes de notre pays. Il semble que l'Ambassade de France au Maroc a besoin de se voir rappeler qu'au Maroc, l'ère du colonialisme appartient au passé.

Nous condamnons le fait que l'Ambassade de France a caché aux candidats à la participation, et aux bailleurs de fonds locaux, ainsi qu'à une partie au moins des encadrants, que des Israéliens ont été invités à participer. C'est une violation grave des usages par la partie organisatrice : le peuple marocain n'a eu de cesse d'exprimer son refus de l'Occupation en Palestine et sa condamnation des crimes perpétrés par le colonialisme de peuplement et le régime d'Apartheid israéliens à l'encontre du peuple palestinien. Un minimum de courtoisie aurait été que l'invité respecte les sentiments de son hôte, sans parler du fait que l'appel à participer au Forum adressé à une telle délégation est un service rendu aux ennemis de la démocratie et de la citoyenneté dans la région méditerranéenne.

Par ailleurs, selon les critères de la Campagne Palestinienne pour le Boycott Académique et Culturel d'Israël (PACBI), qui est la plus large coalition représentant la société civile israélienne et qui dirige la campagne de boycott BDS à l'échelle mondiale, de telles manifestations constituent une normalisation criante avec le régime de l'Occupation et du colonialisme de peuplement israélien autrement dit une manière d'ignorer les crimes commis contre le peuple palestinien.

C'est pourquoi nous profitons de cette occasion pour exprimer notre solidarité entière avec le peuple palestinien qui tient bon et résiste sur sa terre, et nous condamnons avec force les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité commis contre lui. Nous refusons qu'une ambassade étrangère se permette d'inviter des Israéliens au Maroc. Et nous appelons tous ceux qui sont concernés par ce Forum à exercer pacifiquement des

pressions pour annuler l'invitation des Israéliens et à boycotter le Forum s'ils ne reçoivent pas d'assurances à ce sujet. Et nous invitons les autorités officielles marocaines à interdire l'accès du territoire marocain aux Israéliens.

La campagne marocaine de boycott (BDS Maroc)

Le mouvement (BDS Maroc) appelle au boycott du Forum Euromed des Jeunes Leaders

Rabat, le 3 Novembre 2019 : La campagne BDS Maroc appelle les jeunes à boycotter le 5ème Forum des Jeunes leaders qui se déroulera à Essaouira du 15 au 17 Novembre 2019, et cela à cause de la participation d'Israël. Il s'agit en effet d'un acte de normalisation clair, autrement dit d'une tentative de faire paraître l'Occupation, et donc le colonialisme de peuplement visant au remplacement de la population d'origine, comme un partenaire « normal » d'une manifestation qui se tient au Maroc, alors que l'immense majorité de notre peuple refuse absolument toute normalisation avec les occupants de la Palestine.

C'est la cinquième fois que le Forum se tient à Essaouira, sous l'égide de l'Ambassade de France et de l'Institut Français au Maroc, mais c'est la première fois que l'Ambassade de France a émis un appel à la participation d'Israël à cette manifestation. C'est ce qui apparaît en effet dans le texte de l'appel lancé par l'Ambassade de France à Tel Aviv pour encourager les Israéliens qui comprennent la langue française à s'inscrire et à rejoindre la manifestation :

Jeunes Israéliens de 18 à 25 ans comprenant bien le français,

nous vous invitons à soumettre votre candidature pour participer au 5ème Forum euro-méditerranéen des Jeunes Leaders sur le thème « Engagement et partage pour une nouvelle citoyenneté », organisé par l'ambassade de France et l'Institut français du Maroc.

En lançant un tel appel l'Ambassade de France s'octroie le droit, alors qu'elle n'a qu'un statut d'invitée au Maroc, de convoquer sur le territoire du Maroc de jeunes israéliens qui ont l'âge du service militaire, qu'ils effectuent dans une armée pratiquant au quotidien le crime de guerre contre le peuple palestinien frère, en particulier à Gaza et à Jérusalem. Il s'agit d'individus qui peut-être tout juste hier et certainement très bientôt demain seront aux premières lignes de la guerre coloniale d'occupation sans trêve contre le peuple palestinien. Pour mémoire, la Commission d'enquête indépendante des Nations Unies qui a étudié la situation aux abords des barbelés qui entourent Gaza considère que le fait, pour des soldats et des tireurs d'élite, de tirer sur les participants pacifiques de la Marche du Retour à Gaza – qui ne font que réclamer la levée du siège criminel qu'ils subissent, et demander l'application de la résolution 194 concernant le droit au retour des réfugiés palestiniens – constitue une violation flagrante du Droit Humanitaire International « qui relève du crime de guerre, voire du crime contre l'humanité » (citation de la Commission).

Nous condamnons la démarche de l'Ambassade de France qui consiste à inviter de jeunes israéliens sur le territoire du Maroc. La position des peuples maghrébins, et en particulier du peuple marocain, concernant la cause de la Palestine est claire depuis des lustres.

Nous refusons absolument cette prise de position de l'Ambassade de France qui considère l'Etat colonial d'Occupation et d'Apartheid israéliens comme un Etat de fait qu'elle prétend imposer aux jeunes de notre pays. Il semble

que l'Ambassade de France au Maroc a besoin de se voir rappeler qu'au Maroc, l'ère du colonialisme appartient au passé.

Nous condamnons le fait que l'Ambassade de France a caché aux candidats à la participation, et aux bailleurs de fonds locaux, ainsi qu'à une partie au moins des encadrants, que des Israéliens ont été invités à participer. C'est une violation grave des usages par la partie organisatrice : le peuple marocain n'a eu de cesse d'exprimer son refus de l'Occupation en Palestine et sa condamnation des crimes perpétrés par le colonialisme de peuplement et le régime d'Apartheid israéliens à l'encontre du peuple palestinien. Un minimum de courtoisie aurait été que l'invité respecte les sentiments de son hôte, sans parler du fait que l'appel à participer au Forum adressé à une telle délégation est un service rendu aux ennemis de la démocratie et de la citoyenneté dans la région méditerranéenne.

Par ailleurs, selon les critères de la Campagne Palestinienne pour le Boycott Académique et Culturel d'Israël (PACBI), qui est la plus large coalition représentant la société civile israélienne et qui dirige la campagne de boycott BDS à l'échelle mondiale, de telles manifestations constituent une normalisation criante avec le régime de l'Occupation et du colonialisme de peuplement israélien autrement dit une manière d'ignorer les crimes commis contre le peuple palestinien.

C'est pourquoi nous profitons de cette occasion pour exprimer notre solidarité entière avec le peuple palestinien qui tient bon et résiste sur sa terre, et nous condamnons avec force les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité commis contre lui. Nous refusons qu'une ambassade étrangère se permette d'inviter des Israéliens au Maroc. Et nous appelons tous ceux qui sont concernés par ce Forum à exercer pacifiquement des pressions pour annuler l'invitation des Israéliens et à boycotter le Forum s'ils ne reçoivent pas d'assurances à ce sujet. Et nous invitons les autorités officielles marocaines à

interdire l'accès du territoire marocain aux Israéliens.

La campagne marocaine de boycott (BDS Maroc)

Le mouvement (BDS Maroc) appelle au boycott du Forum Euromed des Jeunes Leaders

Rabat, le 3 Novembre 2019 : La campagne BDS Maroc appelle les jeunes à boycotter le 5ème Forum des Jeunes leaders qui se déroulera à Essaouira du 15 au 17 Novembre 2019, et cela à cause de la participation d'Israël. Il s'agit en effet d'un acte de normalisation clair, autrement dit d'une tentative de faire paraître l'Occupation, et donc le colonialisme de peuplement visant au remplacement de la population d'origine, comme un partenaire « normal » d'une manifestation qui se tient au Maroc, alors que l'immense majorité de notre peuple refuse absolument toute normalisation avec les occupants de la Palestine.

C'est la cinquième fois que le Forum se tient à Essaouira, sous l'égide de l'Ambassade de France et de l'Institut Français au Maroc, mais c'est la première fois que l'Ambassade de France a émis un appel à la participation d'Israël à cette manifestation. C'est ce qui apparaît en effet dans le texte de l'appel lancé par l'Ambassade de France à Tel Aviv pour encourager les Israéliens qui comprennent la langue française à s'inscrire et à rejoindre la manifestation :

Jeunes Israéliens de 18 à 25 ans comprenant bien le français, nous vous invitons à soumettre votre candidature pour participer au 5ème Forum euro-méditerranéen des Jeunes Leaders sur le thème « Engagement et partage pour une

nouvelle citoyenneté », organisé par l'ambassade de France et l'Institut français du Maroc.

En lançant un tel appel l'Ambassade de France s'octroie le droit, alors qu'elle n'a qu'un statut d'invitée au Maroc, de convoquer sur le territoire du Maroc de jeunes israéliens qui ont l'âge du service militaire, qu'ils effectuent dans une armée pratiquant au quotidien le crime de guerre contre le peuple palestinien frère, en particulier à Gaza et à Jérusalem. Il s'agit d'individus qui peut-être tout juste hier et certainement très bientôt demain seront aux premières lignes de la guerre coloniale d'occupation sans trêve contre le peuple palestinien. Pour mémoire, la Commission d'enquête indépendante des Nations Unies qui a étudié la situation aux abords des barbelés qui entourent Gaza considère que le fait, pour des soldats et des tireurs d'élite, de tirer sur les participants pacifiques de la Marche du Retour à Gaza – qui ne font que réclamer la levée du siège criminel qu'ils subissent, et demander l'application de la résolution 194 concernant le droit au retour des réfugiés palestiniens – constitue une violation flagrante du Droit Humanitaire International « qui relève du crime de guerre, voire du crime contre l'humanité » (citation de la Commission).

Nous condamnons la démarche de l'Ambassade de France qui consiste à inviter de jeunes israéliens sur le territoire du Maroc. La position des peuples maghrébins, et en particulier du peuple marocain, concernant la cause de la Palestine est claire depuis des lustres.

Nous refusons absolument cette prise de position de l'Ambassade de France qui considère l'Etat colonial d'Occupation et d'Apartheid israéliens comme un Etat de fait qu'elle prétend imposer aux jeunes de notre pays. Il semble que l'Ambassade de France au Maroc a besoin de se voir rappeler qu'au Maroc, l'ère du colonialisme appartient au passé.

Nous condamnons le fait que l'Ambassade de France a caché aux candidats à la participation, et aux bailleurs de fonds locaux, ainsi qu'à une partie au moins des encadrants, que des Israéliens ont été invités à participer. C'est une violation grave des usages par la partie organisatrice : le peuple marocain n'a eu de cesse d'exprimer son refus de l'Occupation en Palestine et sa condamnation des crimes perpétrés par le colonialisme de peuplement et le régime d'Apartheid israéliens à l'encontre du peuple palestinien. Un minimum de courtoisie aurait été que l'invité respecte les sentiments de son hôte, sans parler du fait que l'appel à participer au Forum adressé à une telle délégation est un service rendu aux ennemis de la démocratie et de la citoyenneté dans la région méditerranéenne.

Par ailleurs, selon les critères de la Campagne Palestinienne pour le Boycott Académique et Culturel d'Israël (PACBI), qui est la plus large coalition représentant la société civile israélienne et qui dirige la campagne de boycott BDS à l'échelle mondiale, de telles manifestations constituent une normalisation criante avec le régime de l'Occupation et du colonialisme de peuplement israélien autrement dit une manière d'ignorer les crimes commis contre le peuple palestinien.

C'est pourquoi nous profitons de cette occasion pour exprimer notre solidarité entière avec le peuple palestinien qui tient bon et résiste sur sa terre, et nous condamnons avec force les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité commis contre lui. Nous refusons qu'une ambassade étrangère se permette d'inviter des Israéliens au Maroc. Et nous appelons tous ceux qui sont concernés par ce Forum à exercer pacifiquement des pressions pour annuler l'invitation des Israéliens et à boycotter le Forum s'ils ne reçoivent pas d'assurances à ce sujet. Et nous invitons les autorités officielles marocaines à interdire l'accès du territoire marocain aux Israéliens.

La campagne marocaine de boycott (BDS Maroc)

Avez-vous des vêtements de sport de la marque Puma? Rejoignez #RebrandPuma!

25 octobre 2019

Par la Campagne palestinienne pour le boycott universitaire et culturel d'Israël (PACBI)/

Si vous avez acheté du matériel Puma avant que l'entreprise ne décide de soutenir les colonies israéliennes illégales sur des terres palestiniennes volées, renommez-les en écrivant «Boycott» sur le logo!

Plus de 200 équipes sportives palestiniennes appellent Puma à mettre fin à son soutien à l'occupation militaire israélienne. L'année dernière, Puma est devenu le sponsor principal de l'Association de football israélienne (IFA), qui comprend des équipes installées dans des colonies israéliennes illégales sur des terres palestiniennes volées.

Le parrainage de l'IFA par Puma donne à Israël le feu vert pour continuer à s'emparer de terres illégales pour chasser les familles palestiniennes de leurs terres.

Les partisans des droits de l'homme palestiniens qui avaient déjà acheté du matériel Puma avant l'accord de parrainage conclu entre Puma et l'IFA ont renommé leurs vêtements, chaussures, chapeaux et sacs Puma. En écrivant «Boycott» sur le logo Puma, ils annoncent leur soutien à l'appel des athlètes palestiniens.

#RebrandPuma!

Possédez-vous des vêtements de sport de marque Puma? Renommez-les!

Écrivez «Boycott» ou d'autres messages en faveur de la campagne au-dessus du logo Puma, ou tout simplement, collez-les sur le logo Puma. Faites une courte vidéo ou prenez-vous en photo avec votre équipement Puma modifié et publiez-la sur les réseaux sociaux à l'aide du hashtag #RebrandPuma. Voir un exemple de tweet / post ci-dessous:

J'ai acheté du matériel @Puma avant que Puma ne décide de soutenir les colonies israéliennes illégales sur des terres palestiniennes volées.

Jusqu'à ce que Puma mette fin à la complicité dans l'occupation militaire israélienne, #RebrandPuma soutiendra les athlètes palestiniens appelant à #BoycottPuma.

Rejoignez-nous

Le 26 octobre, des groupes de 20 pays se joindront à la deuxième journée mondiale d'action organisée dans les points de vente, bureaux et matchs des équipes parrainées par Puma.

Rejoignez-les sur les médias sociaux avec #RebrandPuma!

Source: BDS movement



Les syndicats palestiniens exhortent les syndicats d'AXA à demander à AXA de se désinvestir des entreprises qui arment et financent l'apartheid israélien

Les syndicats palestiniens soussignés

Aux syndicats d'Axa

Octobre 2019

Nous, les syndicats palestiniens soussignés, militons pour protéger les droits des travailleurs palestiniens et participons à la lutte pour la liberté, la justice et l'égalité pour tous. Les syndicats ont la responsabilité et le devoir de protéger les droits des travailleurs dans leur pays, mais encore de mettre à l'abri tous les travailleurs du monde entier.

Nous, qui sommes Palestiniens, ne sommes pas autorisés à revenir dans nos foyers depuis 70 années. Nous vivons sous une occupation militaire brutale en Cisjordanie, nous vivons sous un blocus à Gaza, et nous vivons comme des citoyens de seconde-classe en Israël – nous subissons une politique discriminatoire et raciste chaque jour de notre vie.

Les travailleurs palestiniens sont, en toute illégalité, arrêtés, tués, soumis aux pires conditions, bloqués aux check-points sur le chemin de leur travail et risquant de perdre leur emploi.

Israël ne peut maintenir son régime d'apartheid, de colonialisme et d'occupation sur le peuple palestinien que grâce au soutien des institutions et d'entreprises.

À la lecture du rapport « Quand AXA finance des crimes de guerre », nous avons appris qu'AXA avait investi plus de 91 millions de dollars dans Elbit Systems et dans les cinq plus grandes banques israéliennes. Elbit est une société privée israélienne, de sécurité militaire, qui remet ses armes à l'armée israélienne pour qu'elle les teste sur les Palestiniens, puis elle les vend au reste du monde comme « testées au combat ».

Les cinq premières banques israéliennes, Bank Hapoalim, Bank Leumi, Mizrahi Tefahot, First Israel Bank et Israel Discount Bank, financent et maintiennent les colonies de peuplement illégales israéliennes, lesquelles sont illégales en vertu de la législation internationale et considérées comme des crimes de guerre.

AXA a fait un premier pas positif en se débarrassant partiellement d'Elbit Systems en décembre dernier. Mais elle y investit encore pour plus de 1,2 million de dollars.

Nous ne comprenons pas comment une compagnie d'assurance, qui devrait protéger la vie des gens, puisse être impliquée dans leur destruction.

Nous savons qu'il y a des militants qui ont demandé à AXA de se désinvestir des sociétés citées ci-dessus. Mais maintenant, de syndicats à syndicats, nous nous adressons à vous pour que vous demandiez à AXA de ne pas détenir ces investissements complices. Nous savons bien qu'AXA entendra votre message.

Tenez-vous du bon côté de l'histoire, et assurez-vous que votre entreprise AXA n'investit pas en nuisant à nos droits de Palestiniens, et qu'elle ne se rend pas complice des violations par Israël du droit international.

Palestinian General Federation of Trade Unions – Gaza Strip

The Palestinian New Unions

Palestinian Union of Postal, IT and Telecommunication workers

General Union of Palestinian Workers

Source : BDS movement

Communiqué – Tourisme dans les colonies : Quand des entreprises encouragent les crimes de guerre.

Comme rapporté par Amnesty International dans un document publié au début de l'année 2019, des entreprises telles que TripAdvisor, Booking.com, Airbnb, Expedia offrent de logements ou des loisirs dans les colonies illégales israéliennes.

Ces activités contribuent au maintien, au développement et à l'extension des colonies, qui constituent des crimes de guerre au titre du droit pénal international. Ces entreprises normalisent et légitiment une situation d'occupation illégale. Aucun avertissement sur le fait que ces activités sont en zone occupée n'accompagne les offres.

« *Airbnb, Booking.com, Expedia et TripAdvisor*

s'inspirent de l'idée de partage et de confiance mutuelle, mais ils contribuent aux violations des droits humains en proposant des logements dans les colonies », a déclaré Seema Joshi, le directeur des questions thématiques mondiales d'Amnesty International.

https://amnestyfr.cdn.prismic.io/amnestyfr%2F6c305652-71a5-47d4-80b1-197a95fd7556_mde_15_9490_2019_extraits_ext_fr.pdf

La Campagne BDS France soutient et relaie l'appel d'Amnesty International en direction de ces entreprises, ainsi que celui de la société civile palestinienne dans un appel publié par le PACBI (Campagne Palestinienne pour le Boycott Académique et Culturel d'Israël) en mars 2019, pour un tourisme éthique, respectueux du droit international humanitaire et des droits humains :

La société civile palestinienne en appelle à tous les visiteurs étrangers, en particulier à ceux qui font un pèlerinage et aux gens de conscience pour qu'ils ne nuisent pas à notre lutte pour nos droits sous l'égide du droit international, et qu'ils respectent nos consignes pour un tourisme éthique :

<https://www.bdsfrance.org/ne-nuisez-pas-appel-palestinien-pour-un-tourisme-pelerinage-ethique/>

Nous appelons toutes les personnes de conscience à respecter cet appel lors de leur projet de voyage en Palestine/Israël, en particulier :

-Faites appel aux agences de tourisme qui n'ont aucun lien institutionnel avec le gouvernement israélien, des institutions complices ou des groupes de lobbying.

– Évitez tout itinéraire de voyage dans ce qui est aujourd’hui Israël ou dans les colonies illégales dans les territoires palestiniens occupés dès lors qu’il a un lien avec le gouvernement israélien ou des corporations et des institutions israéliennes complices.

– Faites pression en France, sur les compagnies de tourisme comme Booking.com, Airbnb, Expedia et TripAdvisor, mais également sur des organisations israéliennes qui proposeraient des voyages en lien direct avec l’idéologie sioniste.

Nous demandons également au gouvernement français de prendre les mesures nécessaires pour réglementer les activités des entreprises concernées afin de les empêcher d’alimenter l’économie des colonies et de ce fait, de se rendre complices d’une colonisation plusieurs fois condamnée par la communauté internationale.

La Campagne BDS France

De citoyens israéliens aux participants de DGTL à Tel Aviv: S’il vous plaît, ne légitimez pas l’apartheid

israélien

À: Adriatique, Parallells, I Hate Models, Bob Moses, Richie Hawtin, Amelie Lens, DJ Boring, Ben Klock, Gerd Janson, Hunee, Jan Blomqvist, Recondite, Mind Against, Kerala Dust, Artbat, Matrixxman,

Nous sommes un millier de citoyens israéliens qui nous opposons à la politique de notre gouvernement, de colonialisme, d'occupation militaire et d'apartheid contre le peuple palestinien indigène¹. Nous soutenons l'appel de la société civile palestinienne pour le boycott, le désinvestissement et les sanctions (BDS) d'Israël, jusqu'à ce qu'il se plie au droit international et aux principes universels sur les droits humains². Nous vous écrivons pour vous demander de respecter l'appel palestinien et d'annuler votre passage au festival DGTL de Tel Aviv, le 14 octobre³

Le site internet de DGTL déclare que le festival « entend maintenir par dessus tout la stabilité... élever le niveau de conscience et stimuler une participation durable de nos visiteurs . Nous partageons le progrès ouvertement et honnêtement ». Tandis que ces objectifs sont certes louables et importants, en plaçant le festival à Tel Aviv les organisateurs vont en fait agir pour détourner l'attention des problèmes nés de soixante dix ans de pillage systématique et quotidien par Israël des ressources naturelles et de l'exploitation de la terre palestinienne⁴, et faire en sorte qu'on ne s'y intéresse pas.

Les artistes internationaux qui se produisent en Israël servent involontairement le blanchiment que le gouvernement mène sur ses crimes de guerre contre la population palestinienne, en faisant « comme si de rien n'était », tandis que le *statu quo* – pour les Palestiniens, la

réalité de la colonisation et de l'occupation militaire – s'est normalisé. Le maintien d'une telle atmosphère dépend largement de la possibilité de donner à Israël le visage d'un État progressiste doté d'une scène culturelle vibrante et – dans ce cas – engagé sur les thèmes environnementaux. Le gouvernement israélien, ses ambassades et organisations affiliées publient des communiqués de presse triomphants et des posts sur les réseaux sociaux confondant les concerts d'artistes internationaux avec le soutien à la politique israélienne⁵. Ainsi que cela a été résumé par l'ancien directeur général du ministère israélien des affaires étrangères, « nous voyons la culture comme un outil de premier plan de hasbara (propagande) et je ne fais pas la différence entre la hasbara et la culture »⁶.

DGTL promet un « programme de Révolution à Tel Aviv, avec des objectifs à la mesure de la ville ». Il faut se demander qui sont les gens de cette ville, bâtie sur les ruines de villages palestiniens indigènes, qui ont été violemment dépeuplés en 1948, lors de la Nakba, le nettoyage ethnique de la Palestine⁷. Le festival lui-même va se passer au Parc Yarkon, l'ancien village palestinien de Jarisha⁸.

En tant que citoyens israéliens, nous refusons de jouer le jeu, avec notre gouvernement, de l'effacement du peuple palestinien indigène et nous demandons que vous fassiez de même. S'il vous plaît, annulez votre participation au festival DGTL de Tel Aviv.

Sincèrement

Boycott from within

Source: Boycott from within

Traduction SF pour BDS France

1[□] <http://boycottisrael.info/points-of-unity>

2[□] <https://bdsmovement.net/call>

3[□] <https://bdsmovement.net/call>

4[□]
<https://bdsmovement.net/news/join-global-climate-strike-oppose-israels-climate-apartheid>

5[□]
<https://artistsforpalestine.org.uk/2017/07/19/radiohead-gig-promoted-by-israeli-diplomatic-missions-around-the-world/>

6[□] www.haaretz.com/print-edition/features/about-face-1.170267

7[□]
<http://zochrot.org/en/article/51849> <http://forward.com/opinion/345430/uncovering-the-lost-palestinian-villages-underneath-glitzy-tel-aviv/>

8[□]
<https://electronicintifada.net/blogs/benjamin-doherty/promoter-who-raised-money-israeli-army-hold-lollapalooza-ruins-palestinian>

**Agissez pour mettre fin à
l'apartheid climatique
d'Israël envers les**

Palestiniens

Chers sympathisants, chères sympathisantes

Nous participons à la semaine mondiale d'actions pour le climat (20-27 septembre) en exigeant la fin de l'utilisation des combustibles fossiles, la justice climatique pour tous, et une action gouvernementale au sommet des Nations unies pour le climat.

La crise climatique de plus en plus catastrophique, aggravée par les inégalités globales, est le fruit de la complicité de grandes sociétés et de gouvernements qui placent le profit avant les gens et la planète.

Celles et ceux qui détiennent le moins de pouvoir sont les plus affectés par la crise climatique. Ne contrôlant ni leur territoire ni leurs ressources naturelles, les Palestiniens indigènes soumis au régime répressif d'Israël subissent un apartheid climatique.

Les firmes multinationales investissent dans les combustibles fossiles ainsi que dans l'oppression du peuple palestinien par Israël, le pillage des ressources naturelles palestiniennes et l'exploitation des terres palestiniennes.

Menez deux actions sans délai :

- 1. Cliquez ici pour dire à la banque britannique HSBC de cesser de financer la répression israélienne et l'industrie des combustibles fossiles**
- 2. Cliquez ici pour dire à AXA, géant français des assurances, de désinvestir du régime colonial d'Israël et des combustibles fossiles qui détruisent la planète**

La pollution de l'eau, de l'air et des sols causée par le blocus israélien de Gaza et les guerres menées par Israël contre Gaza empoisonnent la vie de ce territoire. Dans le

reste des territoires palestiniens occupés, Israël vole la terre et l'eau palestiniennes, et détruit des oliviers centenaires et des installations d'énergie solaire.

Israël s'efforce de repeindre son image en vert. Cependant Israël exploite d'importants gisements de gaz à des fins d'exportation, et 97,7% de sa production d'électricité provient de combustibles fossiles. La guerre, activité régulière du gouvernement israélien, est l'une des industries les plus polluantes du monde.

Les combats contre le racisme et la militarisation, pour le climat, pour la justice économique et sociale sont profondément interconnectés. Participez, là où vous vous trouvez, aux actions de la semaine pour le climat, et agissez pour mettre fin à l'apartheid climatique d'Israël envers les Palestiniens.

En solidarité,

Comité national palestinien pour le BDS (BNC)

Source : **BDS movement**

Traduction SM pour BDS France

**Rejoignez l'action : 9
novembre – Journée
internationale d'InterAction**

pour un MondesansMurs (#WorldwithoutWalls)

La campagne palestinienne contre le mur de l'apartheid

Samedi 7 septembre 2019

From Palestine

Rejoignez l'action : 9 novembre – Journée internationale d'InterAction pour un MondesansMurs (#WorldwithoutWalls)

Faites partie d'un monde sans murs : construisez des liens entre les mouvements luttant contre les murs physiques – en Palestine et tout autour du globe – ou contre les murs virtuels de l'injustice – y compris le racisme, la xénophobie, l'islamophobie, l'hétéropatriarchie, la militarisation, l'injustice climatique et bien d'autres – dans votre région, votre pays, et invitez à un moment de réflexion ou à rejoindre la lutte.

Construisez la résistance, pas les murs !

Vous pouvez :

- organiser des discussions ou des projections de films
- organiser des expositions ou des actions de rue
- planifier un programme pour les médias de votre communauté (radios, vidéos ou écrits)
- renforcer vos campagnes intersectionnelles existantes pour construire des ponts entre les luttes
- montrer votre solidarité avec d'autres luttes !

SVP, faites-nous savoir ce que vous projetez de faire et enregistrez votre évènement ici :
<https://form.responster.com/yZ6hSj>

Il y a deux ans, des mouvements palestiniens et mexicains ont lancé un appel pour le 9 novembre – Journée internationale d’InterAction pour un monde sans murs – un appel aujourd’hui approuvé par plus de 400 organisations, réseaux et mouvements du monde entier.

Cette année, le 9 novembre marque les 30 ans de la chute du mur de Berlin et les trois ans depuis que Donald Trump a été élu président des États-Unis après une campagne qui promettait de construire un « grand et beau mur ».

Cela fait maintenant 15 ans que la Cour internationale de justice a déclaré illégal le mur d’apartheid israélien sur les terres palestiniennes, ainsi que toute aide ou toute reconnaissance de celui-ci. Pourtant le Mur mettant en cage les communautés palestiniennes grandit et, internationalement, les murs sont devenus le signe de notre temps.

Il est urgent que nous continuions à nous unir, à nous mobiliser et à faire un front commun pour un Monde sans murs.

Le nombre toujours croissant de murs déchirant aujourd’hui les paysages et les cités sont l’expression visuelle des politiques d’extrême-droite et des paradigmes de ségrégation, d’oppression, d’exclusion et d’exploitation qui gagnent du pouvoir, de l’Inde aux États-Unis, de la Hongrie au Brésil. L’apartheid israélien est le modèle idéologique de la droite montante, qui en retour soutient l’occupation israélienne par des liens militaires et commerciaux croissants.

Il est temps d’unir nos luttes pour un Monde sans murs et contre un monde où des droits, la vie et la dignité sont garantis seulement à quelques-uns, où les peuples et la planète sont de simples objets de pouvoir et de domination.

Construisons le 9 novembre comme un espace pour une lutte conjointe, un moment de réflexion pour les interconnexions entre nos luttes et les structures de l'injustice.

Montrons que la Palestine n'est pas seule dans ce combat. La Palestine est partie intégrante de notre lutte commune pour l'humanité.

Pour plus d'information, contactez : global@stopthewall.org

Source : Stop the wall

Traduction : CG pour BDS France

Boycottez le festival Pop-Kultur 2019 de Berlin

Campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël (PACBI) / Allemagne – 30 juillet 2019

Les Palestiniens appellent au boycott du festival Pop-Kultur de Berlin, jusqu'à ce qu'il cesse son partenariat avec Israël.

La campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël (PACBI) demande à tous les artistes participant au festival Pop-Kultur de Berlin de se retirer, en raison de son partenariat en cours avec l'ambassade d'Israël. Quatorze artistes de six pays différents se sont, pour cette raison, retirés des deux dernières éditions du festival, tout comme ils se seraient retirés d'un événement en une Allemagne en partenariat avec le régime d'Afrique du Sud au plus fort de son apartheid.

En effet, Israël a conféré un statut constitutionnel à son régime d'apartheid contre les Palestiniens, établi de longue date, avec sa loi « État-Nation-juif » de l'an dernier. Enhardi par des niveaux sans précédent de soutien de l'Administration Trump, Netanyahu a récemment déclaré qu' « *Israël n'est pas un État de tous ses citoyens* » et il a promis d'annexer la Cisjordanie palestinienne occupée.

Les enquêteurs de l'ONU ont bien affirmé que les tirs des tireurs d'élite israéliens prenant délibérément pour cibles des manifestants palestiniens non armés dans la bande de Gaza assiégée, notamment des médecins, des journalistes, des enfants, et des personnes handicapées, « *pouvaient constituer des crimes de guerre ou des crimes contre l'humanité* ». Et pourtant Israël n'a pas eu à rendre des comptes. Son siège sauvage de deux millions de Palestiniens à Gaza se poursuit, et son impunité sur la scène mondiale reste intacte.

Cette impunité explique pourquoi des milliers d'artistes soutiennent aujourd'hui le boycott culturel du régime d'Israël et de ses institutions complices, et en privé, les groupes lobbyistes pro-Israël reconnaissent son impact et son développement. Mais en dehors du fait qu'un artiste particulier soutienne ou approuve, ou non, le mouvement BDS (Boycott, Désinvestissement et Sanctions) pour les droits des Palestiniens, chacun a une obligation morale de ne pas nuire aux luttes non-violentes pour les droits de l'homme en ne les sapant pas, et de défendre la liberté d'expression.

Le régime d'extrême droite israélien, d'apartheid, d'occupation et de colonialisme de peuplement blanchit explicitement son oppression contre les Palestiniens au moyen de la culture, notamment par des partenariats avec des festivals prétendument progressistes. Pourtant, les organisateurs de Pop-Kultur ont clairement affirmé à maintes reprises, en termes bruts, grossiers et anti-Palestiniens, qu'un partenariat avec Israël est plus important que de maintenir son propre programme artistique.

Effectivement, le festival n'est plus en mesure d'attirer le large éventail d'artistes progressistes qu'il attirait il y a seulement quelques années. Ses organisateurs sélectionnent tous les artistes potentiels, excluant tous ceux qui pourraient marquer leur désaccord avec la collaboration du festival avec le régime d'oppression israélien. C'est pourquoi nous nous attendons à moins d'annulations cette année. Mais nous et nos partenaires, en Allemagne et ailleurs dans le monde, notamment des organisations et personnalités juives et israéliennes progressistes, nous allons poursuivre la campagne de boycott du festival Pop-Kultur, jusqu'à ce qu'il mette fin au partenariat.

Alors que l'extrême droite continue de se renforcer dans le monde, les mouvements antiracistes comme le BDS subissent de plus en plus d'agressions antidémocratiques, notamment en Allemagne. Nous sommes bien d'accord avec Martin Luther King Jr. : « *Une injustice, où qu'elle se produise, est une menace pour la justice partout ailleurs* ». Nous exhortons tous les artistes participants à considérer le « *caractère indivisible de la justice* » et à refuser de saper la lutte pacifique menée pour les droits humains des Palestiniens.

Source : BDS movement

Traduction : JPP pour BDS FRANCE

Lettre ouverte à Céline

Bonacina

Chère Céline Bonacina,

L'an dernier vous avez joué pour l'association des Amis du Théâtre de la Liberté de Jénine en Palestine occupée. C'était un geste musical et solidaire magnifique. Vous vous souvenez, je suis sûre, de l'enthousiasme de la salle et de notre reconnaissance envers vous et envers les autres musiciens pour cet acte généreux et sensible qui montrait que vous étiez interpellée par la situation des Palestiniens complètement coincés dans les territoires occupés, sous contrôle militaire permanent, alors qu'ils sont chez eux.

Et voici que votre programmation vous amène à un festival à Tel Aviv, capitale de l'État d'Israël, cet État qui essaie de redorer son image culturelle et artistique pour mieux cacher les meurtres quotidiens, les privations imposées en Cisjordanie et à Gaza, les maisons démolies au bulldozer à Jérusalem Est au mépris des familles qui y vivent de plein droit, les centaines de manifestants non violents tués à Gaza et les milliers d'amputés depuis qu'ils marchent pour le droit au retour. Le droit, justement, manipulé par Israël qui n'en fait qu'à sa guise, qui invente sans arrêt des lois liberticides et même ethnocidaires.

Israël qui se prétend une démocratie mais qui pratique un apartheid légalisé par la loi « État Nation du peuple juif » (que de plus en plus de juifs dans le monde, comme moi, dénoncent).

Israël est un avatar colonial qui fait dans le raffinement en matière de torture physique et morale, arrêtant tous les jours des jeunes (ou moins jeunes) Palestiniens qui sont placés en détention provisoire sans accusation ni procès... Et c'est là que vous voulez aller jouer ?

S'il vous plaît n'y allez pas ! Faites un nouveau geste

solidaire.

Invitez les musiciens israéliens et palestiniens qui viennent sans le soutien de l'État israélien à venir jouer en France ou ailleurs en Europe, mais ne vous faites pas complice de l'entreprise de blanchiment d'Israël.

Bien à vous,

Sonia Fayman, membre des Amis du Théâtre de la Liberté de Jénine et de la Campagne BDS France

Lettre ouverte de citoyens israéliens aux artistes participant au festival Pop-Kultur à Berlin

Nous sommes plus d'un millier de citoyens d'Israël qui nous opposons aux politiques de colonialisme, d'occupation militaire, et d'apartheid contre le peuple autochtone palestinien (1). Nous vous écrivons pour soutenir la Campagne palestinienne pour le boycott académique et culture d'Israël (PACBI) et nous nous adressons à tous les artistes participant au festival Pop-Kultur de Berlin pour leur demander de s'en retirer, à cause de son partenariat permanent avec l'ambassade d'Israël (2).

Nous soutenons cette campagne car elle adhère aux principes universels des droits de l'homme, y compris en s'opposant à toute forme de racisme (3). Nous, en tant qu'Israéliens, vous demandons également d'annuler votre participation à ce

festival.

Israël utilise ouvertement et activement la culture dans le cadre de sa stratégie de campagne pour la promotion de l'image de l'État (4). Le ministère israélien des Affaires étrangères reconnaît ouvertement dépenser chaque année des centaines de millions de dollars afin d'améliorer l'image d'Israël. « Brand Israel » (la Marque d'Israël) a été conceptualisée il y a une décennie, afin de modifier l'image d'Israël qui s'était détériorée à travers le monde, image qui avait été gravement abîmée par des décennies d'occupation, d'apartheid et d'agressions militaires contre une population civile (5). L'objectif de cette stratégie est de déplacer activement le centre de la conversation autour d'Israël hors de son régime militaire et de ses crimes, et vers ses réalisations perçues dans les domaines culturels et de la haute technologie, ou, ironiquement, vers son respect des droits de l'homme. Plus particulièrement par l'exploitation des réalisations de la communauté LGBTQ, laquelle, en réalité, souffre de revers terrifiants (6), surtout en matière de législation où Israël se retrouve effectivement loin derrière la plupart des États européens (7). Une exploitation que le festival Pop-Kultur reprend à son compte en associant son espace convivial LGBTQ à l'ambassade d'Israël.

L'appel palestinien au boycott, au désinvestissement et aux sanctions contre les institutions israéliennes (8) est un appel lancé et conceptualisé par la société civile palestinienne (syndicats, associations de femmes et de jeunes, associations universitaires, organisations de défense des droits de l'homme, centres communautaires, associations culturelles, organisations religieuses, groupes de médias, etc.) et qui fait consensus dans ses secteurs séparés – en Cisjordanie, dans la bande de Gaza, en Israël même, et chez tous les réfugiés palestiniens partout dans le monde. Ce sont ceux qui sont directement touchés par la politique israélienne qui nous demandent, à nous gens de conscience, de boycotter

Israël.

Beaucoup de gens de conscience juifs partout dans le monde, et pour certains d'entre nous en Israël, ont répondu à l'appel. Des années de plaidoyers nous ont prouvé, à maintes et maintes reprises, que du fait qu'Israël dépende de fonds et d'approbations extérieures, ce sont son désinvestissement et sa désapprobation à l'extérieur qui sont le seul moyen de l'amener à se conformer au droit et aux accords internationaux.

C'est pour tout cela que nous vous demandons de reconsidérer votre participation à un festival qui privilégie sa collaboration avec l'ambassade israélien sur son propre programme artistique (9), en partenariat avec un gouvernement qui applique ces politiques de colonialisme, d'occupation militaire, et d'apartheid contre une population autochtone. Ne participez pas à ce partenariat et retirez-vous du festival Pop-Kultur de Berlin.

Nous serions heureux de répondre à toute question de votre part.

Sincèrement,

BOYCOTT !! Nous soutenons de l'intérieur l'appel palestinien au BDS.

Source : Boycott From Within

Traduction : JPP pour BDS FRANCE

[1] <http://www.boycottisrael.info/>

[2]

<https://bdsmovement.net/news/boycott-pop-kultur-berlin-festival-2019>

[3]

<https://bdsmovement.net/news/%E2%80%9Cracism-and-racial-discrimination-a...>

[4]

<https://pulsemedia.org/2010/08/23/we%E2%80%99ll-take-over-the-world-mini...>

[5]

<https://electronicintifada.net/content/behind-brand-israel-israels-recen...>

[6]

<https://972mag.com/homophobia-rears-its-ugly-head-in-pride-month-in-isra...>

<https://972mag.com/no-more-waiting-lgbtq-israelis-must-take-the-rights-t...>

[7]

<https://www.haaretz.com/.premium-poll-israel-has-low-tolerance-gays-1.53...>

[8]

<http://www.bdsmovement.net/call>

[9]

<https://www.facebook.com/823683424384531/posts/2370067223079469/>